

# Bulgarie : les hommes politiques s'en prennent ouvertement aux journalistes

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Sofia | vendredi 3 novembre 2017

**Un député du GERB a menacé un journaliste, ça lui a coûté sa carrière. Mais c'est loin d'être la règle et la Bulgarie possède le plus mauvais score de l'Union européenne en matière de liberté d'expression, selon le classement de Reporters sans frontières.**

Par Tatiana Vaksberg



**Valéri Siméonov sur le plateau de Nova TV.**  
*Capture d'écran de Nova TV*

Deux épisodes se sont succédé sur le plateau de la chaîne Nova TV et ont secoué la vie publique bulgare. Le député du parti Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) [Anton Todorov](#) a été invité à commenter un scandale de népotisme. Sa réaction : « Oh non, si j'étais directeur de la Nova TV, je vous virerais pour une question comme ça ! » Quelques heures plus tard, à la suite d'une avalanche de protestations de la part des médias et des ONG, Anton Todorov a présenté ses excuses ainsi que sa démission du Parlement. Il n'est plus député.

Quelques minutes après cet interview, le vice-Premier ministre d'extrême droite Valeri Simeonov a été invité sur le plateau pour commenter le même scandale de népotisme. Il a qualifié le sujet de « stupide », « épuisé », preuve d'une « campagne idiote destinée à des électeurs de basse intelligence ». Accusant le journaliste de Nova TV Victor Nikolaev de poser des questions susceptibles de « déstabiliser le pays », Valeri Simeonov a suggéré que « si ça continuait », il partirait. À la fin, il s'est mis à questionner le journaliste lui-même : « Vous aussi, vous avez des parents, n'est-ce pas ? (...) Forcément, [pour se trouver du travail] ils ont utilisé vos contacts chez Nova TV. Demain, si je suis malveillant, je développerai un "Victorgate" ».

L'affaire de népotisme dont il est question a eu lieu dans la ville de Haskovo (sud de la Bulgarie). Elle est

survenue lorsqu'une partie des conseillers municipaux affilié au GERB ont accusé le maire, lui aussi au GERB, de mauvaise gestion. En examinant de près le scandale, les médias ont appris que l'ancien ministre de l'Économie et député de Haskovo, Delian Dobrev, un homme fort du GERB, aurait fait nommer plusieurs de ses proches dans la municipalité. Delian Dobrev a donné sa démission du GERB, qui ne l'a pas acceptée.

Vous êtes des cafards qui puent et qui doivent être écrasés.

Partenaire gouvernemental du GERB, la coalition d'extrême droite a traité cette affaire de népotisme comme une « campagne médiatique », une stratégie que Valeri Simeonov a utilisé en réponse aux nombreux appels des ONG et médias exigeant sa démission suite aux menaces adressées au journaliste. Dans une longue lettre publiée sur le site officiel du gouvernement, Valeri Simeonov s'est déclaré « victime des médias », de leur « haine » et leur « arrogance », cible d'une « campagne orchestrée par les lèche-bottes progressistes » et les « sorosiens », comme il appelle ceux qui travaillent pour des organisations financées par l'Open Society Foundation du milliardaire George Soros. Il a demandé que trois chaînes télévisions, ainsi que la radio publique, lui présentent leurs excuses dans les prochaines 24 heures.

L'Association des journalistes européens (AJE), une ONG basée à Sofia, a appelé les journalistes à boycotter les hommes politiques qui menacent les médias. La déclaration de l'AJE a été suivie d'une manifestation devant le Conseil des ministres où des dizaines de journalistes ont appelé Valeri Simeonov à la démission. Une revendication soutenue par le Parti socialiste bulgare (BSP) et le Mouvement des droits et des libertés (MDL) qui représente la minorité musulmane. Cette position a valu au MDL d'essuyer la fureur des députés nationalistes dans un langage haineux, devenu habituel : « Vous êtes des cafards qui puent et qui doivent être écrasés », a lancé au MDL le député d'extrême droite Valentin Kassabov, provoquant une vague d'indignation de nombreux groupes de défense des droits de l'Homme. Mais peu importe l'outrance des propos ou [les condamnations judiciaires](#), dès lors qu'il s'agit de son puissant partenaire de coalition d'extrême droite, le Premier ministre Boïko Borissov est pieds et poings liés.



*Cet article est produit en partenariat avec l'[Osservatorio Balcani e Caucaso](#) pour le [Centre européen pour la liberté de la presse et des médias \(ECPMF\)](#), cofondé par la Commission européenne. Le contenu de cette publication est l'unique responsabilité du [Courrier des Balkans](#) et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.*